

COMMUNE DE VERNIER

PROJET DE MOTION

au sens des articles 40 et suivants du règlement du Conseil municipal de Vernier

Apportons une aide concrète aux victimes de la répression violente par le gouvernement actuel du Pérou et de la profonde crise environnementale qui entraîne des maladies

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Le 7 décembre 2022, l'ancien président péruvien (2021-2022) a été évincé de ses fonctions. Quelques heures après sa destitution, l'ancienne vice-présidente a prêté serment. Le 8 décembre, elle a annoncé que son administration ne prioriserait plus les projets visant à lutter contre les inégalités structurelles qui étaient au cœur de la plate-forme de son parti. À la suite de ce virage inattendu, les mobilisations citoyennes ont gagné en substance et pris de l'ampleur, jusqu'au pied du palais des Nations à Genève.

Le régime actuel a répondu par une répression policière et militaire avec une violence meurtrière de plus de 76 morts. Les droits humains des populations autochtones (quechuas et aymaras) sont bafoués systématiquement avec la volonté de tuer ! Depuis le 11 décembre 2022, alors que les populations manifestent pour la destitution de la présidente autoproclamée Dina Boluarte, la police et l'armée tirent en visant sans distinction femmes, enfants, hommes et passants.

L'utilisation d'agents de police en civil lors de manifestations a intensifié la violence avec des techniques de répression dangereuses : détentions arbitraires, raids et autres violations flagrantes du droit à une procédure régulière lorsque les détenus ont été placés en garde à vue sans avocats de défense présents. Des dirigeants arrêtés en province ont aussi été illégalement transférés dans des centres de détention à Lima.

Des fausses accusations de « terrorisme » portées contre les manifestants et les organisateurs communautaires ont été utilisées pour justifier des détentions arbitraires et l'usage disproportionné de la force par l'armée et la police. Ces allégations sont aussi amplifiées par les médias privés. Des médias alternatifs et des journalistes indépendants font l'objet de menaces et d'attaques physiques, souvent de la part de la police, pour des reportages sur la violence d'état.

Cette situation de violence a créé une crise humanitaire d'importance, avec des populations qui, non seulement subissent directement les violences, mais qui par ailleurs voient leurs conditions de vie se détériorer énormément. Les besoins urgents en termes de nourriture et de santé notamment sont énormes (cf. communiqués de Terre des hommes du 2 février 2023 ou d'Amnesty International du 16 février 2023).

De plus, une grave urgence nationale due aux inondations et à la montée des rivières par le cyclone Yacu entraîne davantage de catastrophes et de maladies.

Pour ces motifs, le Conseil municipal invite le Conseil administratif à :

Octroyer une aide financière à la Croix-Rouge afin de venir en aide aux populations victimes des violences au Pérou.

Gladys Acosta BRANDRUP
Conseillère municipale

Vernier, le 20 mars 2023